



Coopérer autrement en acteurs de changement

Insertion et
cohésion sociale
sur les territoires



**En France et à l'international,
développons les partenariats
pour réaliser les 17 objectifs
de développement durable**

SOMMAIRE

Préambule	3
Innovons pour une mondialisation inclusive et durable	3
DES ENJEUX PARTAGÉS 2019-2022	4
9 PROJETS CONTRE LES INÉGALITÉS	5
Insertion économique et sociale par le développement d'une agriculture durable	6
Encourager l'entrepreneuriat inclusif et la citoyenneté mondiale des jeunes	7
Structurer la formation professionnelle agricole et favoriser l'installation des jeunes	8
Créer des parcours professionnalisants et accompagner à l'emploi	9
Soutenir les initiatives citoyennes et économiques des quartiers prioritaires	10
Améliorer les conditions de vie des producteurs artisanaux de sel au Sénégal	11
L'agriculture biologique par et pour des populations en grande précarité	12
Donner accès à une protection sociale aux travailleurs du secteur informel	13
Renforcer la capacité d'intervention des syndicats sur les enjeux environnementaux	14
7 ANIMATIONS DÉCENTRALISÉES	16
Soutenir les entreprises, collectivités et associations du territoire dans leurs démarches de coopération internationale (étude)	17
Une boîte à outils pour valoriser les compétences régionales au profit de la solidarité internationale	18
Encourager l'accueil des réfugiés en territoire rural par l'insertion dans les métiers agricoles	19
Comprendre les leviers et les freins dans la coopération multi-acteurs	20
Valoriser les semences paysannes et les pratiques en agro-écologie par l'ouverture à l'international des acteurs de la filière	21
Enrichir les initiatives de solidarité internationale des diasporas par l'expertise de l'ESS	22
Relier les problématiques locales et intégrer une dimension d'interdépendance mondiale pour enrichir l'engagement syndical	23

Préambule

Acteur historique de la solidarité internationale, le CFSI agit depuis 1960 contre les inégalités et en faveur des droits humains. **Il rassemble 24 organisations de la société civile** qui unissent leurs forces pour fédérer autour de valeurs communes, financer des actions de coopération, produire et diffuser des connaissances, animer des espaces d'échanges et de réflexion. Il agit principalement pour l'accès à une agriculture et une alimentation durables et solidaires pour tous et pour lutter contre les inégalités, en particulier par l'amélioration des conditions de vie et de dignité, sur les territoires en France et à l'international.

Lancé en 2014, le programme **Coopérer autrement en acteurs de changement** (CAAC) ambitionne de faire **évoluer les pratiques de coopération internationale**, en prenant en compte la globalisation des enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Pour cela, **le CFSI mobilise des réseaux d'acteurs nationaux et internationaux, privés, publics et associations de la société civile** en faveur de la réalisation des **17 objectifs de développement durable** (ODD). Dans le cadre des programmes de coopération internationale régionaux, le programme appuie des initiatives locales fondées sur des enjeux partagés entre un territoire français et un territoire à l'international d'une durée de 18 à 24 mois. Celles-ci donnent lieu à des travaux de capitalisation et de diffusion des connaissances à plus grande échelle.

Le programme CAAC est réservé aux 24 organisations membres du CFSI et vise à structurer leurs actions en privilégiant :

- les actions centrées sur la résolution de problématiques communes à deux territoires, dont l'un en France et l'autre à l'international ;
- l'élargissement des alliances et partenariats à des acteurs du secteur marchand, de la recherche ou à des pouvoirs publics ;
- l'adoption de logiques entrepreneuriales pour assurer la viabilité des projets à visée sociale ;
- l'action à différentes échelles, du local au global ;
- le changement des pratiques en termes de relations partenariales, notamment en intégrant les partenaires du sud dans la gouvernance des projets ;
- l'accompagnement du changement global par l'organisation de temps communs, de capitalisation sur les actions et de diffusion des savoirs.

Innovons pour une mondialisation inclusive et durable

Sur la période 2014-2018, le programme **Coopérer autrement en acteurs de changement** a appuyé la mise en œuvre de **9 projets innovants** portés par **10 organisations membres du CFSI**. Fondées sur la réalisation des 17 ODD, elles ont impliqué **70 partenaires** en France et dans **17 pays**. Elles ont bénéficié directement ou indirectement à 460 000 personnes.

De 2019 à 2022, 9 nouveaux projets pluri-acteurs, de territoire à territoire, centrés sur les transitions environnementale, économique et sociale, sont soutenus.

Le CFSI mobilise ses énergies afin :

- d'améliorer l'interconnaissance de ses membres ;
- suivre l'évolution de leurs pratiques partenariales ;
- diffuser les savoir-faire identifiés au plus grand nombre, pour en inspirer d'autres.

Des enjeux partagés 2019-2022

Nos modes d'actions pour lutter contre les inégalités

Agir pour la réalisation des ODD

en faveur des transitions environnementale, économique et sociale, pour des **sociétés plus justes et durables**

Accompagner

les **démarches pluri-acteurs** alliant : société civile organisée ou non, secteur marchand, pouvoirs publics et monde de la recherche

Construire ensemble

des **projets sociaux économiquement viables** à l'échelle locale

Diffuser les bonnes pratiques et convaincre

en atteignant le changement d'échelle pour l'instauration de **changements sociaux pérennes**

Nos objectifs pour structurer le secteur associatif

Mettre en **coopération les territoires à l'International** pour nourrir les échanges et accélérer les initiatives locales

Encourager les actions participatives et inclusives pour **faire évoluer les pratiques partenariales**

Financer la recherche action des membres du CFSI et leurs partenaires autour de **modèles économiques innovants**, proposer des temps communs

Développer une **culture de coopération sur les enjeux partagés** pour peser sur l'élaboration des politiques publiques

9 projets contre les inégalités

Sur la période 2019-2022, le programme **Coopérer autrement en acteurs de changement** a appuyé la mise en œuvre de **9 projets** portés par **14 organisations** membres du CFSI. Fondés sur la réalisation des 17 objectifs de développement durable, ils impliquent **100 partenaires** en France et dans **14 pays**.

Insertion professionnelle des jeunes et des femmes

ODD N° 1 • 2 • 4 • 5 • 10 • 12 • 17

Adesaf, Grdr et Gret

Insérer économiquement par le développement de l'agriculture durable à Sangha (Mali) et Allonnes (France).

Cap Solidarités et Essor

Prolongement d'un projet de la période 2014-2018

Encourager l'entrepreneuriat inclusif chez les jeunes au Maroc, Sénégal, Tchad et en France.

Guinée 44 et UNMFREO

Prolongement d'un projet de la période 2014-2018

Structurer la formation agricole en Guinée. Éduquer aux ODD et à la solidarité internationale en Pays de la Loire.

Pays de Savoie solidaires

Créer des parcours professionnalisants et accompagner à l'emploi à Bignona (Sénégal) et en Savoie.

Développement économique des territoires

ODD N° 1 • 2 • 8 • 10 • 11 • 12 • 17

Grdr et Ifaid

Soutenir les initiatives citoyennes et économiques des quartiers prioritaires des villes d'Oran, Tlemcen (Algérie), Bordeaux et Lille.

Univers-Sel

Améliorer les conditions de vie des producteurs artisanaux de sel au Sénégal.

Secours populaire français

Prolongement d'un projet de la période 2014-2018

L'agriculture biologique par et pour des populations en grande précarité en Espagne, au Salvador et en France.

Développement durable

ODD N° 13 • 17

CGT

Renforcer la capacité d'intervention des syndicats sur les enjeux environnementaux dans 5 pays d'Asie Pacifique et en France.



Droits des travailleuses

ODD N° 1 • 5 • 8 • 10 • 17

CFDT et Essentiel

Donner accès à la protection sociale aux travailleurs du secteur informel au Sénégal et en France.

Insertion économique et sociale par le développement d'une agriculture durable

Sangha (Mali) - Allonnes (France)

Porteurs : Adesaf, Grdr et Gret - Partenaires Principaux : Mairie d'Allonnes, Mairie de Sangha, LLSM, AMSCID

Thématiques : coopération internationale – insertion professionnelle - jeunes - femmes - agriculture durable

La commune de Sangha (Mali) et la commune d'Allonnes (Pays de la Loire) agissent dans le cadre d'une coopération décentralisée depuis 2004 autour de projets d'accès à l'eau et de l'assainissement, de développement agricole et de développement local durable.

Allonnes fait partie des 20 villes les plus pauvres de France : 85 % de son territoire est classé en zone urbaine sensible. Avec un taux de chômage de 20 % qui touche plus particulièrement les femmes et les jeunes, la population souffre de précarité alimentaire.

Dans le centre du Mali, à **Sangha**, la montée de l'insécurité a anéanti la source de développement économique local qui reposait à 80 % sur le tourisme. En outre, du point de vue agricole, la zone est menacée par la désertification et l'appauvrissement des sols.

Alors que les taux de pauvreté élevés de ces deux communes font craindre la montée des extrêmes, les moyens financiers manquent d'un côté comme de l'autre pour mettre en place des politiques publiques territoriales nécessaires à une meilleure insertion des jeunes et des femmes.

En s'appuyant sur les politiques de développement local existantes et un diagnostic croisé, l'initiative favorise les échanges d'expériences entre Allonnes et Sangha afin de **développer l'accès à une alimentation saine et durable et l'insertion socio-professionnelle** sur les deux territoires.

Principales activités :

- Création de deux comités de coopération à Allonnes et Sangha afin de rapprocher les initiatives sur les thématiques de l'alimentation durable et de l'insertion socio-économique ;
- Échanges d'expériences intégrant les acteurs des deux territoires ;
- Sensibilisation des populations à une cuisine diversifiée, à la solidarité internationale, à la place des femmes et en faveur de la création de liens intergénérationnels, en favorisant les échanges pratiques entre les habitants ;
- Accompagnement des jeunes et des femmes vers des emplois locaux et durables à Allonnes et Sangha.

BÉNÉFICIAIRES

Au Mali :

- 2 coopératives de femmes maraîchères (248 femmes) et 2 OSC de Sangha
- 24 jeunes de Sangha, 125 habitants du comité villageois de développement, 143 maraîchères du village voisin
- Municipalité de Sangha (2 élus)

Bénéficiaires indirects : à Sangha : 4 280 habitants

En France :

- 2 structures de l'ESS et 3 OSC allonnaises
- 15 jeunes du conseil des jeunes, 7 structures sanitaires et sociales, 2 établissements scolaires
- 2 municipalités

Bénéficiaires indirects : à Allonnes : 11 128 habitants

Partenaires associés : Sangha : coopératives des femmes maraîchères d'Iréli et Tireli (Sangha) - Allonnes : Réseau d'insertion Allonnais, Jardin Vaujoubert, Allonnes Sangha Devenir, Ecole de musique Fassou Denw, L'Escal, Foyer Jean Duchesne, Centre de gérontologie et Médiathèque d'Allonnes, Résidence Le Bois Clairay, Théâtre de Chaoué, Les Passants d'Allonnes, Mission Locale, collège Kennedy, Lycée agricole « La Germinière », Conseil citoyen et élus municipaux d'Allonnes, Maire de Pruilhé le Chétif, Chambre d'agriculture, CIVAM 72.

Encourager l'entrepreneuriat inclusif et la citoyenneté mondiale des jeunes

Maroc - Tchad – France - RDC

Porteurs : Cap Solidarités et Essor – Partenaire principal : 4D

Thématiques : coopération internationale - ODD – jeunes – espaces collaboratifs

À Lille, Cap Solidarités accompagne depuis 20 ans les citoyens dans leurs initiatives de solidarité internationale, en fournissant des ressources et impulsant les échanges. La Ville de Lille mène des projets de coopération internationale avec une quinzaine de villes à l'étranger. Ils visent à favoriser le développement économique, social, solidaire et durable ainsi que la mobilité européenne.

En Europe, les jeunes sont au cœur des mutations sociales, économiques et environnementales qui secouent notre « ancien continent ». Ils sont les entrepreneurs de demain qui devront porter et inventer la transition. Essor mène des projets d'insertion sociale et économique de populations défavorisées, en particulier au Tchad, depuis de nombreuses années.

Sur le continent africain, la croissance est inégalement répartie. Face aux conséquences dramatiques des changements climatiques, celle-ci doit non seulement se penser inclusive et verte, mais aussi venir en soutien aux populations et États les plus fragiles.

Les défis mondiaux ne pourront être résolus que par l'agrégation sur les territoires d'initiatives locales. En la matière, les ODD constituent un cadre global idéal sur lequel s'appuyer. En outre, la globalisation nécessite la connaissance et l'échange des pratiques à l'échelle internationale.

Ce projet propose la **création de 4 espaces d'innovation** à destination des jeunes de 4 pays afin d'améliorer leur insertion socio-économique par l'entrepreneuriat, leur donner les moyens d'échanger, de s'inspirer, tout en renforçant leur sentiment de participer activement à une citoyenneté mondiale.

Principales activités :

- Faire participer des jeunes éloignés de l'emploi et des étudiants de 4 pays à la création de 4 structures appelées *ODD Living Labs* ;
- Créer des parcours d'entrepreneuriat pour l'acquisition des compétences en partenariat avec les structures locales d'accompagnement social. Animation d'outils numériques dédiés ;
- Échanges de bonnes pratiques avec les acteurs économiques et publics pour le passage à l'échelle de l'expérimentation.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 228 jeunes en insertion formés à Lille, Paris, N'Djamena, Oujda, Goma et 238 jeunes (hors scolaires) sensibilisés par les ambassadeurs
- 16 ONG (OSI, réseaux/fédérations, structures ESS)

Bénéficiaires indirects :

- Envoi d'une lettre d'information trimestrielle aux partenaires et acteurs publics
- à Lille, 14 membres de réseaux à Paris, 3 élus, le réseau de collectivités de 4D (Gironde, Métropoles de Lille, Nantes, Lyon...), la CAF, responsables des centres sociaux
- à Goma, 29 membres de commissions entrepreneuriat du Festival Amani et 3 personnels du centre culturel
- au Tchad, le festival de l'engagement a permis aux ambassadeurs de toucher 4712 personnes

Partenaires Associés : Tiers lieu de la CAF de Paris, Etablissements de formations (IESA, IEDES...), tiers Lieu des 5 toits, Centre culturel de Roubaix et AFPA Lille (Agence nationale formation), Ville de Lille, Alliances Clubs des jeunes, maisons de jeunes à N'Djamena, Centre Culturel de Goma et anciens entrepreneurs primés par le Festival Amani, Centre social, bureau des coopératives à Oujda

Structurer la formation professionnelle agricole et favoriser l'installation des jeunes

Guinée – France

Porteurs : Guinée 44 et UNMFREO – Partenaires principaux : Fédérations des MFR de Sarthe et de Mayenne, MFR de Friguigbé et de Kolabouyi, intercollectivité de Kindia, commune de Kolabouyi

Thématiques : coopération internationale - formation et insertion professionnelle – jeunes - agriculture durable

Basée à Nantes, Guinée 44 mène des actions de coopération avec Kindia, en Guinée, depuis plus de 30 ans avec l'idée de mobiliser une diversité d'acteurs du territoire. L'association fait partie du conseil d'administration du Réseau régional multi-acteurs en Pays de la Loire qui rassemble l'ensemble des acteurs ligériens de la coopération internationale. Il permet d'accélérer les synergies et d'accompagner les initiatives de ses membres.

Créé en **France** en 1937, le mouvement des Maisons Familiales Rurales (MFR) est né de la volonté de proposer un système éducatif alternatif à l'institution scolaire traditionnelle, basé sur l'implication des familles dans l'éducation des jeunes et l'alternance. Aujourd'hui ce mouvement est présent dans 20 pays.

En **Guinée**, la moitié de la population a moins de 20 ans. Il est urgent de développer le système éducatif et les perspectives d'avenir. En la matière, l'agriculture est un secteur clef de la lutte contre la pauvreté : elle fait vivre 57 % des familles rurales et constitue la principale source d'emploi.

Il s'agit pour les Maisons Familiales Rurales en Pays de la Loire de renforcer la mobilisation et l'organisation interne autour du partenariat avec la Guinée dans les projets éducatifs des Maisons de leur territoire.

En accompagnant les MFR de Guinée dans leur démarche de professionnalisation et d'autonomisation, l'objectif est de contribuer au développement économique et social des territoires ruraux de Kindia et Boké.

Principales activités :

- Mobilisation des compétences du réseau MFR France et Afrique de l'Ouest pour renforcer les capacités des MFR de Guinée à proposer des cursus de formations professionnelles répondant aux besoins de développement du territoire, notamment concernant le maraîchage ;
- Impliquer les jeunes ainsi que l'ensemble des réseaux économiques, politiques et sociaux du territoire pour soutenir l'insertion sociale des jeunes, notamment dans les plans de développement locaux.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 250 jeunes apprenants de 15 à 25 ans des formations proposées par les MFR en Guinée
- 78 porteurs de projets d'installations agricoles
- Les services des collectivités locales de Kindia et Kolabouyi

Bénéficiaires indirects :

- 200 leaders d'organisations professionnelles
- 100 élus locaux
- 500 professionnels impliqués dans le processus de formation
- 80 familles des jeunes bénéficiant des opérations pilotes de formations professionnelles.

Partenaires associés : Région Pays de la Loire, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO), les Fédérations Départementales MFR de Sarthe et Mayenne et la Fondation MFR monde, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales du Mali, Union Nationale des Maisons Familiales de Formation Agricole et Rurale du Bénin, Maisons Familiales de Formation Rurale (MFFR) Togo, la Fondation Les Deux Ailes, le Conseil Départemental de Loire Atlantique.

Créer des parcours professionnalisants et accompagner à l'emploi

Sénégal – France

Porteur : Pays de Savoie solidaires – Partenaires principaux : Conseil départemental de la Savoie, Conseil départemental de Bignona, Kassofor, ONG Justice et Développement

Thématiques : coopération internationale - formation et insertion professionnelle – jeunes – femmes - handicap

Créée en 1988 à l'initiative du Conseil général de Savoie, l'association Pays de Savoie solidaires anime les coopérations décentralisées du département au Sénégal et en Haïti et développe la solidarité internationale en Savoie, notamment auprès du milieu économique savoyard.

En Savoie, la politique jeunesse du département peine à trouver des solutions d'accompagnement à destination des 16-25 ans exclus du système scolaire. Il s'agit d'identifier des activités économiques ne reposant pas exclusivement sur l'activité saisonnière autour du ski.

À Bignona, la population majoritairement jeune ne dispose pas d'une offre de formation adaptée aux besoins économiques de la région, dont les secteurs de la mangue et du solaire. Il n'est pas rare que l'entrée dans la vie professionnelle se fasse après l'âge de 30 ou 40 ans.

Le programme « TerraPro : territoires apprenants et professionnalisants » cible les jeunes, les femmes, les publics vulnérables comme les personnes en situation de handicap. Il a pour objectif de réunir des établissements de formation, des structures d'accompagnement, des acteurs économiques et des structures de jeunesse et d'insertion pour améliorer l'insertion professionnelle sur les deux territoires.

Ce projet doit également permettre d'asseoir la démarche « Vivez l'entreprise en solidaire », qui invite et accompagne les entreprises de Savoie à s'investir dans des projets de solidarité internationale dans la durée tout en travaillant une relation de partenariat réciproque.

Principales activités :

- Informer, sensibiliser et orienter *via* des événements et outils de communication dédiés les publics cibles vers les opportunités d'emploi du territoire ;
- Identifier les secteurs d'activités stratégiques afin d'adapter l'offre de formation et l'auto-entrepreneuriat, en proposant des soutiens techniques et financiers de micro-crédit ;
- Proposer des espaces d'échanges et de concertation *via* des événements ou des rencontres entre les acteurs de la jeunesse afin de favoriser la mise en place de parcours professionnalisants, notamment en Savoie.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 2 110 jeunes entre 16 et 25 ans en recherche d'emploi : 11 TPE créées à l'issue du projet
- 4 structures jeunesse
- 11 structures de formation dont 9 centres de formation professionnelle du département de Bignona et un lycée agricole
- 4 structures institutionnelles et étatiques
- 3 OSC

Bénéficiaires indirects :

- 4 structures économiques
- 3 structures jeunesse
- 5 structures de formation
- 19 structures institutionnelles et étatiques
- 6 OSC

Partenaires associés : Bignona : Mouvement des Relais Jeunes, ODCAV, Chambre de Commerce et d'Industrie, CRS de Bignona, CAOSP de Ziguinchor, CEDAC, Bis'art, Plateforme Economique de Bignona, ISEP de Bignona, Chambre des Métiers, Service économique et Service Jeunesse du Département, Sénégal Service, ONG Justice et développement, Cercle des entrepreneurs de Sindian - France : Point Information Jeunesse de Saint Jean de Maurienne, Réseau Information Jeunesse de Savoie, AFPA, Conseil Départemental de la Savoie, CIO de Chambéry, Mission Locale Jeune d'Aix-les-Bains, Incubateur Savoie-Technolac, TRIALP, Fédération BTP Savoie, Ecole de la Deuxième Chance de Savoie, EREA de Bissy, GEIQ de Savoie, MFR le Fontanil, CIO d'Albertville, Région AURA, DSDEN 73, Mission Locale Jeune de Chambéry, Entreprendre pour Apprendre AURA, AFEV, Possee 33.

Soutenir les initiatives citoyennes et économiques des quartiers prioritaires

Algérie - France

Porteurs : Grdr et Ifaid - Partenaires Principaux : Apes, Bel Horizon

Thématiques : coopération internationale – quartiers prioritaires de la ville – migrations – entrepreneuriat social - ESS

Lille et Bordeaux comptent à elles deux 47 quartiers prioritaires, dont les habitants à majorité d'origine immigrée cumulent des difficultés d'ordre économique et social, en particulier d'insertion sur le marché du travail.

Oran et Tlemcen connaissent un fort taux de chômage chez les plus jeunes. L'extension excessive des périphéries au détriment des anciens quartiers a pour conséquence la dégradation des conditions de vie et une augmentation des inégalités socio-économiques.

Alors que l'économie sociale et solidaire représente 10 à 11 % des emplois à Lille et Bordeaux, elle ne bénéficie d'aucun cadre législatif en Algérie. Les structures travaillant dans ce domaine le font de manière informelle et manquent de compétences sur le sujet.

En accord avec les politiques publiques des deux rives en faveur de la lutte contre les inégalités territoriales et la précarité, ce projet vise à créer des emplois décents en se fondant sur les principes de l'économie sociale et solidaire et en s'appuyant sur la diversité et la richesse apportées par les populations issues des migrations.

Principales activités :

- Création de deux clubs de porteurs de projets issus des migrations des quartiers de Lille et Oran pour favoriser l'entraide, l'intelligence collective et soutenir les initiatives ;
- Renforcement des compétences des porteurs de projets *via* le recensement des initiatives, la constitution de règles de bonnes pratiques, l'animation de temps communs... ;
- Amélioration de la compréhension des interdépendances entre les territoires et les interactions du local au global.

BÉNÉFICIAIRES

- 10 acteurs impliqués

Bénéficiaires escomptés :

- 80 porteurs de projets
- 210 acteurs locaux (50 par villes)
- 150 personnes présentes au forum de clôture

Bénéficiaires indirects :

- 150 membres de l'Apes, 73 adhérents de Lianes Coopération, membres de réseaux nationaux, membres du CFSI
- 450 destinataires des études et outils
- 1 500 habitants de quartiers prioritaires en France et en Algérie

Partenaires associés : Lianes Coopération, SO Coopération, Ville de Lille, Bordeaux Métropole

Améliorer les conditions de vie des producteurs artisanaux de sel au Sénégal

Sénégal - France

Porteur : Univers-Sel – Partenaires principaux : Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) basée auprès du Premier ministre du Sénégal, ONG sénégalaise CONCEPT, entreprise AMO Industries, SCA Les salines de Guérande

Thématiques : production artisanale durable

L'association Univers-Sel et la coopérative de producteurs de sel « Les salines de Guérande », développent une gamme de sels d'origine, récoltés manuellement par des producteurs artisanaux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Au Sénégal, 63 % des ménages consomment du sel carencé en iode, issu de l'agriculture familiale. L'Etat cherche à la fois à pallier à ce problème de santé publique, favorisant une production industrielle, mais est ouvert aux solutions permettant de maintenir les emplois de petits producteurs. Il favorise la mise en place de coopératives et accompagne des initiatives communautaires.

La survie de la production familiale passe par de profonds changements de pratiques des producteurs qui doivent se réappropriier la filière en développant une maîtrise de l'outil de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation.

Ce projet vise l'amélioration des conditions de vie des exploitations familiales par le développement durable de la saliculture traditionnelle, en voie de disparition

Principales activités :

- Appui technique par des paludiers et techniciens guérandais pour une meilleure transformation et conservation du sel issu de l'agriculture familiale, en particulier par utilisation de l'évaporation solaire, plutôt que celle par feu de bois ;
- Processus expérimental pour ajuster le niveau d'iode du sel destiné à la consommation domestique ;
- Création d'alliances avec les acteurs d'autres territoires pour développer des actions d'économie solidaire et de commerce équitable.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 1 150 exploitations familiales des communes de Palmarin, Djilasse et Loul Sessène
- Fédération des producteurs de sel de la commune de Palmarin
- 1 108 producteurs ont participé aux ateliers de formation
- 913 producteurs ont obtenu un cahier des charges qualité pour la production et le stockage de leur récolte
- 133 producteurs, dont 96 femmes, ont participé à des visites inter-sites locales et à un voyage d'échange paysan

Bénéficiaires indirects :

- 550 exploitations familiales dans la commune de Palmarin
- 600 exploitations familiales dans les communes de Djilasse et Loul Sessène
- 5 000 personnes : les consommateurs sénégalais ont pu avoir accès à un sel de qualité adéquatement iodé

Partenaires associés : Communes de Palmarin, Djilasse et Loul Sessène, services techniques de l'Etat dédiés

L'agriculture biologique par et pour des populations en grande précarité

Espagne - Salvador – France

Porteur : Secours populaire français – Partenaires principaux : Salvador : l'Association Coopérative Agropastorale « Canasta Campesina » (ACPACAC), les familles paysannes de Comasagua, l'Université Luthérienne salvadorienne (ULS) - France : Conseils de région Occitanie et Nouvelle Aquitaine du SPF, fédérations du Val-de-Marne, Haut-Rhin, Seine et Marne du SPF, Association nationale du SPF, Groupement de l'agriculture biologique des Hautes Pyrénées (GAB 65), Lycée agricole de Capou (Montauban), Ferme de l'Arbre Acadabra.

Thématique : agriculture durable

À **Comasagua** et à **Montauban**, le Secours populaire français a impulsé une dynamique pluri-acteurs afin de développer la culture biologique dans des jardins partagés de bénéficiaires en situation de précarité en France d'une part, et de développer les activités d'une coopérative en agriculture bio à San Salvador d'autre part. Les échanges scolaires, académiques et professionnels notamment dans les domaines de l'agro-écologie ont permis d'associer de nombreux partenaires et publics à la démarche.

Ce projet a pour objectif de renforcer une dynamique déjà initiée autour du développement de l'agriculture biologique à destination des publics précaires, d'impliquer de nouveaux acteurs, d'élargir les territoires d'action et de provoquer un changement d'échelle.

Principales activités :

- Organiser des rencontres, débats et des formations professionnelles dans le domaine de l'agro-écologie, de l'alimentation, de la solidarité internationale, de territoire à territoire. Par exemple, en incluant des associations de paysans français spécialisées dans les semences biologiques ;
- Accorder des bourses étudiantes pour les jeunes de Comasagua afin de leur donner accès aux formations techniques ;
- Établir un partenariat avec 14 établissements scolaires au Salvador et mobiliser les enfants et les jeunes à la protection de l'environnement ;
- Organiser des séjours d'échanges avec les partenaires étrangers et les enfants de paysans salvadoriens dans le cadre des villages « Copains du Monde ».

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- À San Salvador : 145 familles soutenues *via* la coopérative agricole (ACPACAC), 45 jeunes étudiants en agro-écologie de l'Université Luthérienne salvadorienne (ULS), 1 lycée franco-salvadorien dont 50 lycéens, 370 familles de consommateurs de la zone rurale, 200 familles de consommateurs de la zone urbaine
- En France : 28 fédérations du SPF, étudiants des lycées agricoles, professeurs, GAB 65, 50 paysans ont participé aux échanges de savoir-faire

Bénéficiaires indirects :

- À San Salvador : 1 696 familles paysannes (49,7 % de femmes) issues de 27 communautés rurales de Comasagua, 18 établissements scolaires de la commune de Comasagua (environ 4 133 enfants)
- En France : des membres du SPF, des personnes accueillies par le SPF, des acteurs de la société civile associés aux activités développées dans le cadre de l'opération pilote

Partenaires associés : Salvador : Lycée Français de San Salvador, 14 établissements scolaires de la commune de Comasagua, l'Association nationale de producteurs écologiques d'El Salvador (ANPECOES), petites épiceries bio, Ministère de l'agriculture du Salvador - France : Maraîchage sol vivant, Lycée agricole de Melle, Lycées professionnels Internationaux, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) - Espagne : l'Association catalane pour la paix (ACP)

Donner accès à une protection sociale aux travailleurs du secteur informel

Sénégal - France

Porteurs : CFDT et Essentiel – Partenaires principaux : Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNASAS), ONG Essentiel

Thématiques : travail informel - protection sociale - femmes

Au **Sénégal**, 97 % des entités économiques sont informelles et emploient 75 % de femmes. À Yenne et Mbao, celles qui transforment le poisson ne possèdent aucune protection sociale, en outre, elles peinent à accéder à des outils de travail et à des conditions d'hygiène acceptables.

En **France**, se pose la question des stratégies syndicales à adopter en faveur d'un meilleur accès à la protection sociale envers les publics concernés par les nouvelles formes de travail indépendant, notamment celles portées par les plateformes numériques.

Ce projet vise l'accès à une protection sociale de deux groupements de femmes sénégalaises transformatrices de produits issus de la pêche. L'enjeu partagé concerne plus largement la mise en place d'une couverture maladie pour des travailleurs indépendants précaires, dits aussi « ubérisés ».

Principales activités :

- Formation des femmes transformatrices à la production, bonne utilisation du matériel, bonne gestion de leur activité, au travail coopératif, à la santé sécurité au travail, au droit du travail ;
- Équipement des groupements avec du matériel nécessaire à une transformation des produits dans le respect des normes de qualité ; soutien à la vente des produits ;
- Étude pour proposer des mécanismes de prise en charge du risque maladie chez ces femmes et les formaliser dans un régime simplifié des petits contribuables ; expérimentation avec le ministère du Travail sénégalais ;
- Étude pour identifier les stratégies de protection sociale des travailleurs précaires en France et Sénégal ;
- Diffusion des apprentissages issus de ces études et expérimentations terrain.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 250 femmes évoluant dans deux groupements de transformation de produits halieutiques de Yene (100 personnes) et Mbao (150 personnes), dans la région de Dakar

Bénéficiaires indirects :

- Les communes où sont implantées les unités de transformation
- Les familles et l'entourage des femmes transformatrices, dont l'amélioration des conditions de travail pourra avoir des conséquences sur leurs conditions de vie

- Les populations des zones d'implantation et de commercialisation, qui verront croître les taux de satisfaction de certains de leurs besoins
- Les organisations faïtières dont les femmes transformatrices sont membres, qui pourront bénéficier de leurs compétences afin de renforcer les dynamiques entrepreneuriales collectives
- Les structures participant au projet, qui bénéficieront des méthodologies capitalisées et diffusées

Partenaires associés : Direction des pêches maritimes du Ministère sénégalais de la pêche et de l'économie maritime, Direction de la protection sociale du Ministère sénégalais du travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions, Institut de Technologie Alimentaire du Sénégal (ITA), Mairie de Mbao, Cabinet Sahel Dev, Ong AlphaDev, Bureau international du travail de Dakar, Professeur de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Unité de recherche mixte CNRS/CNAM)

Renforcer la capacité d'intervention des syndicats sur les enjeux environnementaux

Bangladesh - Corée du Sud - Inde - Japon - Philippines

Porteurs : Confédération Générale du Travail, CGT Bretagne, Indecosa-CGT, Fédération mondiale des travailleurs scientifiques, syndicats nationaux des 5 pays d'intervention

Partenaires principaux : au niveau régional : Comité régional CGT de la région Bretagne - au niveau national, Syndicats nationaux de 5 pays : NTUI (Inde), NGWF (Bangladesh), SENTRO (Philippines), KCTU (Corée du Sud), Zenroren (Japon)

Thématiques : environnement – protection sociale

Dans un contexte d'explosion des inégalités et de dégradation du lien social, les réponses apportées à l'urgence environnementale et climatique ne doivent pas se faire au détriment des droits sociaux et des libertés des travailleurs.

Au **Bangladesh**, les questions climatiques sont au cœur des préoccupations des syndicats. La région de Dacca est la destination d'une importante migration intérieure qui entre sur le marché du travail. Les syndicats constatent que leur capacité de négociation vis-à-vis du patronat se trouve amoindrie dans ces nouvelles conditions.

En **Inde**, les partenaires sont particulièrement intéressés par les questions du travail dans le secteur de l'énergie et le secteur agricole et forestier.

Aux **Philippines**, les questions environnementales sont encore peu intégrées par les syndicats et nécessitent beaucoup de travail de sensibilisation.

En **Corée du Sud**, l'accent sera mis sur les conditions de travail dans le secteur du recyclage des déchets, notamment plastique.

Au **Japon**, le syndicat Zenroren apportera son expérience de gestion syndicale des situations post-catastrophe (Fukushima, désastres naturels). Un focus particulier sera fait sur l'implication des pouvoirs locaux dans ce type de situation.

Ce projet vise à approfondir la connaissance et l'appropriation par les syndicats des enjeux environnementaux, et ainsi, dynamiser un réseau syndical sur les questions de l'urgence climatique et écologique.

Principales activités :

- Lancer et dynamiser un réseau syndical sur les questions de l'urgence climatique et écologique. L'objectif est d'échanger autour d'expériences concrètes, de se concerter sur les revendications, de rendre visible l'action syndicale qui existe déjà sur ce sujet ;
- Être en capacité d'évaluer la pertinence des différentes réponses politiques et techniques aux défis environnementaux et d'élaborer un programme de revendications syndicales ;
- Créer un jeu coopératif bilingue qui sera utilisé dans les formations syndicales et diffusé auprès du public militant. Ce sera un objet à la fois ludique et informatif qui démontre la nécessaire alliance entre différents types d'acteurs pour faire face aux défis environnementaux ;
- Confronter les enjeux globaux aux situations locales (état des forces syndicales, situation économique, modèle de développement, migration, régime de travail, présence d'autres acteurs associatifs, académiques, politiques et économiques et les postures qu'ils adoptent).

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- Le Forum syndical international des transitions écologiques et sociales a réuni en direct et en ligne plus de 145 organisations représentant 9 000 participants de 50 pays du 14 au 19 juin 2021 autour d'une vingtaine d'ateliers
- Les organisations participantes au Forum ont élaboré une déclaration commune en vue de la COP26 à Glasgow

Bénéficiaires indirects :

- Le jeu participatif bilingue a été édité en 2 000 exemplaires. Le matériel syndical (autocollant) en 10 000 exemplaires
- Les informations sur les actions syndicales concrètes dans les pays partenaires sont en cours de diffusion à travers la presse syndicale

7 animations décentralisées

7 animations décentralisées se sont tenues durant la phase 2019-2022, visant à soutenir des initiatives qui pourraient renforcer l'ancrage territorial en France de 9 membres du CFSI, tout en construisant des démarches pluri-acteurs.

National et international

ODD N° 8 • 10 • 13 • 15

CGT
Relier les problématiques locales et intégrer une dimension d'interdépendance mondiale pour enrichir l'engagement syndical

Hauts-de-France

ODD N° 9 • 12 • 17

Grdr
Enrichir les initiatives de solidarité internationale des diasporas par l'expertise de l'ESS

Normandie

ODD N° 8 • 16 • 17

Batik international
Encourager l'accueil des réfugiés en territoire rural par l'insertion dans les métiers agricoles

Pays de la Loire

ODD N° 10 • 17

Essentiel, Guinée 44 et Univers-Sel
Soutenir les entreprises, les collectivités et associations du territoire dans leurs démarches de coopération internationale (étude)
Une boîte à outils pour valoriser les compétences régionales au profit de la solidarité internationale

Nouvelle-Aquitaine Itasy (Madagascar)

ODD N° 10 • 17

Ifaid
Comprendre les leviers et les freins dans la coopération multi-acteurs

Provence-Alpes-Côte d'Azur Ndem (Sénégal)

ODD N° 2 • 12 • 15 • 17

Sol
Valoriser les semences paysannes et les pratiques en agro-écologie par l'ouverture à l'international des acteurs de la filière

Soutenir les entreprises, collectivités et associations du territoire dans leurs démarches de coopération internationale (étude)

Pays de la Loire (France)

Porteurs : Essentiel, Guinée 44 et Univers-Sel

Thématiques : coopération internationale – partenariats pluri-acteurs

Les trois associations se connaissent pour avoir toutes trois travaillé en Guinée Conakry. Impliquées au sein du Réseau régional multi-acteurs (RRMA) Pays de la Loire Coopération internationale (PDLCI), elles ont souhaité construire avec ce dernier, différents dispositifs pour mieux mobiliser les acteurs en Région sur la coopération internationale, tout en ciblant en particulier les entreprises.

À partir d'une étude sur les différents dispositifs d'appui à la coopération internationale, le projet démontre la complexité pour des acteurs de taille modeste de mobiliser des fonds et que les acteurs régionaux avancent en ordre dispersé. Ils appellent à une mobilisation plus cohérente des moyens disponibles, cette cohérence pouvant également intéresser la Région.

Principales activités :

- Réaliser un inventaire des dispositifs de soutien existants pour les acteurs de la coopération et de la solidarité internationale en Pays de la Loire, avec leurs atouts et faiblesses, analysées en tenant compte de leur potentielle contribution aux ODD et des logiques pluri acteurs ;
- Organiser des rencontres thématiques entre les différentes familles d'acteurs (acteurs économiques « à potentiel » et les réseaux/clubs d'entreprises responsables, collectivités locales, établissements d'enseignement/recherche, associations), agissant sur la coopération internationale, afin d'analyser l'offre actuelle des dispositifs et identifier les besoins essentiels manquants ;
- Coproduire, avec les acteurs impliqués, une synthèse des travaux (bonnes pratiques, pistes d'amélioration, recommandations) ;
- Co-organiser deux temps de restitution avec le réseau PDLCI, pour proposer de nouveaux dispositifs et renforcer les approches pluri-acteurs en matière de coopération internationale et leur contribution aux ODD.

BÉNÉFICIAIRES

- 24 acteurs économiques, collectivités locales, établissements d'enseignement/recherche, associations, mobilisés par PDLCI, en région
- Le CFSI et ses 24 membres
- Autres réseaux (restitution nationale)

Partenaires associés : Pays de la Loire Coopération Internationale (le RRMA) et ses collègues d'acteurs.

Une boîte à outils pour valoriser les compétences régionales au profit de la solidarité internationale

Pays de la Loire (France)

Porteur : Univers-Sel - Partenaires principaux : Guinée 44, Essentiel, Pays de la Loire
Coopération Internationale (PDLCI)

Thématiques : coopération internationale – partenariats pluri-acteurs

Suite au projet « Soutenir les entreprises, collectivités et associations du territoire dans leurs démarches de coopération internationale » dont l'objet était de faire un état des lieux des dispositifs existants, les partenaires ont décidé de créer une boîte à outils pour promouvoir le mécénat de compétences. L'objectif : faciliter la mise en œuvre commune de projets de coopération internationale entre entreprises, collectivités, universités et associations de solidarité internationale.

Il s'agit d'encourager des acteurs peu ou pas impliqués sur les questions internationales à s'engager dans des pratiques de coopération, et progressivement, construire la spécificité de la coopération ligérienne.

Les collaborations sont facilitées par la présentation d'outils concrets (conventions, cadre légal, modalités de rapports, préparation aux missions, etc.), spécifiques à l'action internationale. Ce dispositif est également animé par le Réseau régional multi-acteurs (RRMA) et sera partagé avec l'ensemble des RRMA.

Principales activités :

- Mise en place de la boîte à outils avec l'aide d'intervenants extérieurs et suite à des rencontres avec les partenaires intéressés pour faciliter l'échange de compétences ;
- Entretien avec une vingtaine d'acteurs pour référencer leur offre et demande d'expertise sur la bourse aux partenariats ;
- Production d'un bilan des animations proposées avec formulation de recommandations ;
- Un atelier de restitution.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 20 organisations interviewées
- 2 réseaux parties prenantes de la réflexion : RRMA Région Centre Val de Loire et la CRESS
- Pro Bono Lab
- Les membres du RRMA Pays de la Loire et de la CRESS

Bénéficiaires indirects :

- L'outil est partagé à tous les RRMA
- Les organisations bénéficiant ultérieurement de ce dispositif

Partenaires associés : Chambres consulaires, Conseil régional des Pays de la Loire, la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, France Volontaires, le Mouvement associatif, Pro Bono Lab Alter'Action.

Encourager l'accueil des réfugiés en territoire rural par l'insertion dans les métiers agricoles

Normandie

Porteur : Batik International – Partenaires principaux : CIVAM Normandie, ADEAR Normandie, Agriculteurs·trices normand·es, Centres Provisoires d'Hébergement (portés par les associations Itinéraire et France Terre d'Asile), Wwoofing Solidaire, Madera, Atouts Cours, JRS Welcome, Terre de Liens

Thématiques : insertion professionnelle – réfugiés – monde rural

En France, les demandeurs d'asile et primo-arrivants se concentrent dans les centres urbains du fait d'une mobilité facilitée et de possibilités d'hébergements plus développés. Pourtant, les villes moyennes ou petites peuvent offrir un cadre de vie et des emplois.

Ce projet propose d'analyser les freins à l'installation des demandeurs d'asile et primo-arrivants dans les territoires ruraux afin d'imaginer des solutions en termes de politique publique territoriale pour rendre ces territoires plus attractifs et plus solidaires.

Principales activités :

- Mise en relation des différents intervenants, en zone rurale pour l'accueil des réfugiés avec les organisations du secteur agricole paysan ;
- Réalisation d'une cartographie de ces différents acteurs et d'une note de synthèse sur les principaux freins et leviers aux parcours d'intégration des réfugiés ;
- Une exposition de photographies pour valoriser et promouvoir les expériences d'accueil solidaire dans la région.

BÉNÉFICIAIRES	
<p>Bénéficiaires directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 organisations du secteur agricole paysan et 6 exploitants agricoles • 6 associations de l'action sociale et centres provisoires d'hébergement des réfugiés • 11 structures d'appui à l'insertion (missions locales, plates-formes d'insertion) • 18 réfugiés • La direction de l'insertion et de l'accès à la nationalité 	<p>Bénéficiaires indirects :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale • 30 associations de solidarité actives dans l'accueil ou dans l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, membre du réseau régional Horizons Solidaires

Partenaires associés : MFR, Mission locale Saint Lo, Pôle emploi de Saint Lo, Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, association membre d'ISF

Comprendre les leviers et les freins dans la coopération multi-acteurs

Nouvelle Aquitaine – Itasy (Madagascar)

Porteur : Ifaid - Partenaires principaux : Agrisud International, SO Coopération, Initiative Développement

Thématiques : coopération pluri-acteurs – animation territoriale – formation professionnelle

En France, le travail en mode « projet », associant une diversité d'acteurs en fonction de leurs compétences se développe, alors que cette méthode existe depuis bien plus longtemps en coopération internationale et en particulier en coopération décentralisée.

Ce projet propose de partir des pratiques développées en - ou à partir du - territoire néo-aquitain, d'analyser leurs fonctionnements, forces et faiblesses pour mieux en tirer des enseignements en termes de méthodologie d'action à partager avec d'autres.

Il s'agit également de former les futurs professionnels de la coopération internationale à la gestion de projets pluri-acteurs.

Principales activités :

- Produire une grille d'analyse des pratiques ;
- Organiser des ateliers d'analyse des pratiques, en France et à Madagascar, en lien avec la politique de coopération internationale de la Région ;
- Produire un guide sur les pratiques pluri-acteurs existantes sur le territoire ;
- Développer un module de formation sur la construction de partenariats pluri-acteurs à destination de futurs professionnels.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 30 membres de SO Coopération associés lors de différentes formations réalisées par les porteurs dans le cadre de leur mission
- 2 professionnels de la Région Nouvelle Aquitaine
- Initiative Développement, qui construit également des animations pluri-acteurs dans le cadre de ses projets
- 86 futurs professionnels du développement (dont 36 stagiaires de l'Ifaid)
- Le Réseau associatif pour le développement et la solidarité internationale Nouvelle-Aquitaine

Bénéficiaires indirects :

- 15 acteurs intervenants dans la région d'Itasy: ville de Billère, Laboratoire des Afriques dans le Monde, Université de Bordeaux et Université Bordeaux-Montaigne
- Les membres de SO Coopération
- Les 24 membres du CFSI et leurs partenaires
- Cités Unies France et ses membres

Partenaires associés : Conseil régional Nouvelle-Aquitaine, Cités Unies France

Valoriser les semences paysannes et les pratiques en agro-écologie par l'ouverture à l'international des acteurs de la filière

PACA et le village de Ndem (région de Diourbel, Sénégal)

Porteur : SOL - Partenaires principaux : Sénégal : Association des Villageois de Ndem - France : Association Maison des Semences Paysannes Maralpines, le Groupe de recherche en agriculture biologique (GRAB), Agribio 06, Les jardins Rocambole, l'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural (ADEAR), 21 paysans, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) de Provence, Université Catholique de Louvain

Thématiques : agriculture biologique – semences paysannes – sensibilisation – enjeu partagé

En France comme au Sénégal se pose la question de la préservation des semences et de l'agro-écologie comme moyen de développer des pratiques compatibles avec le vivant, dans un contexte de dérèglements climatiques. SOL y travaille avec des partenaires au Sénégal, mais aussi en Inde et en France, pour déployer une gestion dynamique et collective de la biodiversité cultivée et par ce biais, valoriser la consommation des produits de terroir.

La rencontre entre acteurs sénégalais et français permet de s'immerger auprès de différents acteurs impliqués en France (fermes, unités de transformation, systèmes de vente en circuit court, associations et collectivités locales) et d'ouvrir les acteurs français à une expérience d'ailleurs.

Chacun se décentre par rapport à son vécu et se met en position d'apprendre, de s'enrichir. Cet échange permet également de préparer la rencontre internationale des semences paysannes co-organisée par SOL en 2023.

Principales activités :

- Organisation d'un voyage d'échange paysan ;
- Réaliser une vidéo de capitalisation sur l'échange réalisé ;
- Publication d'un article reprenant les pratiques et enseignements tirés.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 10 acteurs locaux : Maison des Semences Paysannes Maralpine (MSPM), Emmaüs Roya, Régie Agricole de Mouans Sartoux, le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA) d'Antibes, paysans et jardiniers et locaux
- 10 étudiants en Brevet Professionnel Responsable d'Entreprise Agricole (BPREA) spécialité maraîchage, arboriculture
- 2 représentants de la fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal-Action Paysanne (FONGS-Action Paysanne)

Bénéficiaires indirects :

- 7 structures partenaires du projet de la Maison des Semences Paysannes Maralpine, GRAB- Groupe de recherche en agriculture biologique, Agribio 06, Les jardins Rocambole, l'ADEAR - l'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural, AMAP de Provence, Université Catholique de Louvain et 30 membres du collectif
- Les salariés et 31 membres de la FONGS-Action Paysanne, représentant 3000 groupements paysans.

Enrichir les initiatives de solidarité internationale des diasporas par l'expertise de l'ESS

Hauts-de-France – plusieurs territoires en Afrique sub-saharienne

Porteur : Grdr Hauts-de-France - Partenaires principaux : acteurs pour une économie solidaire (APES), Lianes coopération (le réseau régional multi-acteurs)

Thématiques : accompagnement professionnel et citoyen – ESS - partenariats pluriacteurs

Le Grdr accompagne les migrants et associations de migrants depuis de nombreuses années. À travers lui, les migrants développent des initiatives en lien avec leur pays d'origine et participent au développement local ici et là-bas. Le Grdr est par ailleurs membre de l'APES, qui regroupe des acteurs de l'économie sociale et solidaire et de Lianes coopération, le réseau régional multi-acteurs.

Ce projet associe trois organisations partenaires. Il propose à des acteurs de l'économie sociale et solidaire de mener des missions d'expertise de courte durée, à l'international, sur demande de porteurs de projets solidaires issus de la diaspora. Le maillage territorial entre ces trois types d'acteurs se trouve ainsi renforcé, au profit de pratiques d'ESS, adaptées aux crises économiques, sociales et environnementales actuelles.

Principales activités :

- Quatre missions internationales en appui à des projets de la diaspora ;
- Un atelier de capitalisation pour faire le point sur ce dispositif ;
- Edition d'une publication sur la création de liens entre acteurs locaux, diasporas et coopération internationale ;
- Plaidoyer pour pérenniser ce dispositif *via* celui, expérimental, porté par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et France Volontaires.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- 4 organisations de la solidarité internationale issues des migrations (OSIM) accompagnées
- 7 acteurs de l'ESS impliqués dans ces missions ou contactées

Bénéficiaires indirects :

- France Volontaires
- 10 structures de l'ESS mobilisées
- Le réseau Lianes et ses équivalents en Pays de la Loire et Région Centre Val de Loire, expérimentant un dispositif similaire
- Le COSIM (collectif des organisations de solidarité internationale issues de la migration) dans les Hauts de France

Relier les problématiques locales et intégrer une dimension d'interdépendance mondiale pour enrichir l'engagement syndical

France et international

Porteur : CGT France - Partenaire principal : Global Labor Institute (GLI)

Thématiques : interdépendance, enjeux partagés, droits individuels et collectifs, écologie

À l'international, la CGT accompagne les organisations syndicales à intégrer de nouveaux enjeux dans leurs actions : les travailleurs isolés, la prise en compte de la finitude des ressources naturelles en font partie.

En France, les syndicalistes se sont rapprochés de mouvements associatifs et citoyens, pour notamment défendre un modèle de société qui n'oppose pas revendications sociales et écologiques.

Ce projet propose d'enrichir le syndicalisme local, en encourageant l'alliance avec des acteurs issus de la société civile (comme des mouvements citoyens) et une dimension internationale *via* la création de comités internationaux. L'objectif est de renforcer l'action syndicale internationale en apportant des réponses aux défis actuels trans-territoriaux et trans-nationaux tout en s'appuyant sur d'autres vecteurs que la mobilisation syndicale classique.

Principales activités :

- Organiser 4 formations sur les enjeux pour les travailleurs isolés, migrants et sans papier et les enjeux écologiques ;
- Élaborer un livret numérique qui reprenne des expériences internationales sur les thématiques abordées en formation.

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires directs :

- Global Labour Institute : il promeut l'alliance entre organisations syndicales de différents pays et les autres mouvements sociaux
- 68 syndicalistes formés
- 4 chercheurs et 14 syndicalistes internationaux participent à ces formations

Bénéficiaires indirects :

- Les comités régionaux, unions départementales ou locales d'appartenance des syndicalistes formés
- 7 mouvements de la société civile partenaires locaux, hors syndicats
- Les 24 membres du CFSI

Partenaires associés : 2 syndicats à l'international : Amalgamated Transport and General Workers Union, travailleurs informels des chauffeurs de taxi en Ouganda ; Aides à domicile en Belgique ; syndicats des Vendeuses de rues en Inde ; syndicats des moto-taxi en Colombie...



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

17 rue de Châteaudun Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
F-75009 Paris

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

